
[La novlangue du néolibéralisme autoritaire](#)

Le 16-10-2020

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

Image

En février 2020, Macron annonce vouloir un plan de lutte contre le « séparatisme islamiste ». A peine nommé, Jean Castex annonce la présentation d'un plan de lutte contre les « séparatismes ». Lors de son allocution à Mulhouse, Emmanuel Macron avait décrit la menace à laquelle le pays est confronté : « Dans la République, on ne peut pas accepter que l'on exige des certificats de virginité pour se marier ; dans la République, on ne peut pas accepter que les lois de la religion puissent être supérieures aux lois de la République, c'est aussi simple que ça ».

Certes il est bien sûr indispensable de défendre la laïcité. Mais l'instrumentaliser pour mieux la trahir ensuite est gravissime pour un président de la République sensé représenter la Nation. Dans le contexte et les débats récurrents sur le foulard à l'école, sur le burkini, la radicalité du séparatisme est au rendez-vous. Ce qui était appelé « communautarisme » lors du changement de vocabulaire dramatise et montre le passage à un stade supérieur : une communauté structurée et autonome qui impose ses règles et ses lois, une structure qui est en concurrence directe avec l'État comme producteur de normes.

Mais, comme en témoigne l'association permanente du « séparatisme » aux quartiers populaires dans les discours de la macronie, le terme « séparatisme » a une dimension territoriale. C'est la lignée des discours sur les « territoires perdus de la République » nécessitant une reconquête militaire. La question sociale passe alors par perte et profit !

Dans un contexte où la pandémie amplifie les inégalités sociales, la notion de laïcité est remise en question. Les discours sur le séparatisme sont une réponse néolibérale n'est pas d'augmenter les salaires ni d'étendre les services publics. C'est un « État fort ». Entendez ici l'État régalien (Police, Justice, Armée). Le roi du « en même temps » détruit systématiquement les services publics et plus largement toutes les politiques de redistribution en renforçant les politiques sécuritaires. Moins d'État social, plus d'État autoritaire.

Affirmer l'existence d'un séparatisme, c'est nier le principe de laïcité. « La France est un pays où aucune religion n'est supérieure à une autre. La première des choses que l'on peut faire, c'est d'éviter la ségrégation religieuse ».

Et nous sommes dans un explication de la haine de toutes : celle née des religions et celle née de la ségrégation. Les exceptions concernant les quartiers et les implosion sociale, toutes les mesures au danger d'attaquer les populations séparatistes apparaissent alors comme légitimes. On pourrait même y percevoir une dilution de la notion de classes sociales au profit du séparatisme...

Le séparatisme sur le danger ségrégationniste. En même temps qu'une véritable police du vocabulaire se met en place, on assiste à une véritable police du vocabulaire tentant de contrôler les expressions.

Le néolibéralisme autoritaire est en marche !

Novlangue, suite à venir : Ensauvagement

Note

ivent: Marx et Engels é
e la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les
pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société
est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production
matérielle dispose, du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans
l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises
coup à cette classe dominante ». **Idéologie allemande. »L' «**

pour poster un commentaire [s'inscrire](#) ou [Se connecter](#) •